

F. 93 — 1923

[C — 27347]

**1er JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la subvention spéciale aux communes pour mener des actions locales spécifiques  
de lutte contre l'exclusion sociale et pour la sécurité**

Le Gouvernement Wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1er, VIII, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 16 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1993, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1992, fixant la répartition des compétences entre les Ministres membres de l'Exécutif et réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1er juillet 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de fixer sans délai les critères auxquels doivent satisfaire les projets d'actions proposés par les communes dans le cadre de la lutte contre l'exclusion et pour la sécurité ainsi que les modalités de financement résulte de l'acuité des problèmes que rencontrent les exclus;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiaires,

Arrête :

**Article 1er.** Dans la limite du crédit prévu à cette fin à la section 14, programme 02, titre 1er, article 43.09, du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, il peut être octroyé aux communes de la Région wallonne une subvention spéciale en vue de la réalisation d'actions visant à favoriser la cohabitation et l'intégration des différentes communautés locales, l'insertion socio-professionnelle des jeunes et la prévention de la délinquance et de la petite criminalité.

**Art. 2.** Chaque commune peut présenter, pour le 15 septembre 1993 au plus tard, un projet d'une durée maximale de douze mois, répondant à des besoins justifiés.

Les communes qui ont bénéficié d'une subvention en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 juillet 1992 peuvent présenter un projet visant à poursuivre l'action en cours.

40 % du crédit visé à l'article 1er sont réservés à des projets nouveaux.

**Art. 3.** Les actions sont menées par la commune en association avec les organisations publiques et privées œuvrant au plan local à la résolution des problèmes de personnes concernées par le projet.

**Art. 4.** Le conseil communal adopte un projet en vue de sa présentation au Gouvernement wallon.

Le projet comporte une description de la situation actuelle, du but poursuivi et de la méthodologie utilisée ainsi qu'un budget détaillé.

Il est accompagné d'une liste des différentes organisations associées visées à l'article 3, ainsi que d'un descriptif du mode de coopération envisagé.

Le conseil communal charge le collège des bourgmestre et échevins du suivi du projet; celui-ci peut déléguer l'exercice de cette mission à l'un de ses membres.

**Art. 5.** Un comité d'accompagnement local est installé par projet. Il comprend un représentant du Gouvernement wallon.

Le comité est chargé d'établir une évaluation permanente du projet ainsi qu'une évaluation finale.

Il désigne un président en son sein.

**Art. 6.** Pour être pris en considération, les projets doivent concerner des actions visant à :

1. La cohabitation et l'intégration harmonieuse des différentes communautés locales.

La cohabitation est une expérience d'interculturalité, elle implique échanges et interactions, dans le but d'éviter des logiques de cloisonnement et d'incompréhension.

L'intégration est l'insertion des populations d'origine étrangère dans la vie économique, sociale et culturelle locale, elle suppose des contacts et des relations respectueux et positifs entre les différentes communautés locales.

2. La prévention de la délinquance, de la toxicomanie et de la petite criminalité, notamment par des actions permettant d'enrayer des problèmes sociaux tels que :

la dissolution familiale, la perte d'identité collective et le développement de sentiments de dévalorisation, la dégradation du patrimoine immobilier, l'absentéisme et l'échec scolaires, le non-respect des différences sociales et culturelles, le racisme, la xénophobie, les difficultés particulières à certains groupes, les problèmes aigus de chômage des jeunes.

3. L'accompagnement favorisant la réinsertion des délinquants et l'aide à leurs victimes.

4. L'insertion professionnelle, sociale et culturelle des jeunes.

**Art. 7. § 1er.** Le Gouvernement wallon approuve les projets et arrête le montant de la subvention attribuée à chacun d'eux.

§ 2. La subvention régionale de chaque projet est octroyée, après examen, sur base des critères suivants :

- caractère innovant et transposable;
- partenariat et coordination avec les services sociaux publics et privés, les mouvements associatifs, les groupements professionnels, les organismes d'éducation permanente;
- multidimensionnalité des actions proposées;
- participatif et collaboration du plus grand nombre des personnes visées par le projet;
- qualité de l'encadrement.

Priorité est accordée aux communes qui mettent en place une commission permanente de prévention assurant une concertation locale basée sur le partenariat ainsi qu'aux projets coordonnés intégrant l'intervention de différents pouvoirs subsidiaires.

Pour les communes qui ont bénéficié d'une subvention en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 juillet 1992, il est tenu compte des rapports d'évaluation prévus à l'article 8 de ce même arrêté.

**Art. 8.** Une participation d'au moins 25 % du coût du projet approuvé par le Gouvernement wallon est exigée de la commune.

**Art. 9.** 50 % du montant de la subvention sont versés à la commune au moment de l'approbation du projet par le Gouvernement wallon.

30 % sont versés sur production des pièces justificatives des dépenses et d'un rapport du comité d'accompagnement visé à l'article 5.

Le solde de la subvention est versé après approbation du rapport final d'évaluation.

**Art. 10. § 1er.** Sont seuls pris en considération les frais directement liés aux actions proposées dans le projet.

Ainsi, sont seules éligibles les dépenses :

— de rémunération du personnel et de frais de fonctionnement pour l'animation, la supervision, la formation et l'accompagnement, à l'exception des dépenses déjà prises en charge par la commune et les associations partenaires dans le cadre de leur activité habituelle;

— de location de locaux, d'espaces, de matériel technique ou pédagogique à l'exclusion de ce qui est à disposition de la commune et des associations partenaires, à titre de propriété, de location ou à tout autre titre;

— de déplacement des personnes visées par le projet, des animateurs et de tout intervenant, directement lié à l'action subsidiée;

— d'achat de matériel nécessaire à l'action.

§ 2. Toute dépense doit être justifiée par facture ou document officiellement établi.

**Art. 11. § 1er.** Le Gouvernement wallon peut demander à tout moment toutes pièces et toutes informations lui permettant de procéder à l'évaluation permanente des actions faisant l'objet d'une subvention. Il peut faire procéder à toute démarche spécifique ou enquête générale ou particulière.

§ 2. Le Gouvernement wallon se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de récupérer la subvention à tout projet ne répondant plus aux objectifs qui ont fait l'objet de son approbation.

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1993.

**Art. 13.** Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1er juillet 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,  
de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. MATHOT

#### ÜBERSETZUNG

D. 93 — 1923

[C — 27347]

#### 1. JULI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Sonderbezuschussung der Gemeinden im Hinblick auf die Durchführung von spezifischen örtlichen Aktionen zur Bekämpfung von sozialem Ausschluß und zur Förderung der Sicherheit

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6 § 1 VIII, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 16. Dezember 1992 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1993, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Januar 1992 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des am 1. Juli 1993 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es sich aus der Ernsthaftigkeit der durch die Ausgeschlossenen erlebten Probleme die Notwendigkeit ergibt, unverzüglich die Modalitäten der Finanzierung und die Kriterien festzulegen, denen die durch die Gemeinden im Rahmen der Bekämpfung des gesellschaftlichen Ausschusses sowie zur Förderung der Sicherheit vorgestellten Aktionsprojekte zu entsprechen haben;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Beschußten Arbeiten,

Beschließt die Wallonische Regierung :

**Artikel 1.** Im Rahmen der hierfür im Abschnitt 14 Programm 02 Titel I Artikel 43.09 des Verwaltungshaushaltsplanes des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Haushaltsmittel kann den Gemeinden der Wallonischen Region ein Sonderzuschuß zur Ausführung von Aktionen zum Zwecke der Förderung des Zusammenlebens und der Integration der verschiedenen örtlichen Gemeinschaften, der sozialen und beruflichen Eingliederung der Jugendlichen und der Vorbeugung der gewöhnlichen und der Kleinkriminalität gebilligt werden.

**Art. 2.** Bis spätestens zum 15. September 1993 darf jede Gemeinde ein auf höchstens zwölf Monate angelegtes Projekt vorstellen, das gerechtfertigten Bedürfnissen begegnet.

Die Gemeinden, die in Anwendung der Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Juli 1992 einen Zuschuß erhalten haben, dürfen ein Projekt zur Weiterführung der angefangenen Aktion vorstellen.

40 % der in Artikel 1 erwähnten Haushaltsmittel werden neuen Projekten vorbehalten.

**Art. 3.** Die Aktionen führt die Gemeinde im Verbund mit denjenigen öffentlichen und privaten Organisationen aus, die auf örtlicher Ebene zur Lösung der Probleme des durch das Projekt betroffenen Personenkreises beitragen.

**Art. 4.** Der Gemeinderat verabschiedet ein Projekt zur Vorlage bei der Wallonischen Regierung.

Das Projekt enthält eine Schilderung der derzeitigen Lage, des verfolgten Zieles und der angewandten Methode sowie einen detaillierten Haushaltsplan.

Ihm beigelegt ist eine Liste der in Artikel 3 erwähnten assoziierten Organisationen sowie eine Beschreibung der erwägten Art der Zusammenarbeit.

Der Gemeinderat beauftragt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium mit der Projektführung, dieses darf die Ausführung dieser Aufgabe einem ihrer Mitglieder übertragen.

**Art. 5.** Das Projekt richtet einen örtlichen Begleitungsausschuß ein. Ihm gehört ein Vertreter der Wallonischen Regierung an.

Der Ausschuß ist mit der ständigen und der abschließenden Auswertung des Projektes beauftragt.

Er benennt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden.

**Art. 6.** Um berücksichtigt zu werden, müssen die Projekte Aktionen mit folgenden Zielen betreffen :

1. Das Zusammenleben und die harmonische Eingliederung der verschiedenen örtlichen Gemeinschaften.

Das Zusammenleben ist eine interkulturelle Erfahrung. Um eine in sich schlüssige Dynamik von Abkapselung und Unverständnis zu verhindern, setzt diese Erfahrung Austausch und Interaktion voraus.

Integration heißt die Eingliederung der Bevölkerung fremdländischer Herkunft in das örtliche soziale, kulturelle und Wirtschaftsleben. Sie geht von rücksichtsvollen und positiven Kontakten und Beziehungen zwischen den verschiedenen örtlichen Gemeinschaften aus.

2. Die Vorbeugung der gewöhnlichen Kriminalität, des Rauschgiftkonsums und der Kleinkriminalität, unter anderen durch Aktionen, die geeignet sind, solche soziale Probleme aufzufangen wie :

die Trennung von der Familie, den Verlust an kollektive Identität und die Entwicklung von Minderwertigkeitsgefühlen, die mutwillige Gebäudebeschädigung, das Fernbleiben von der Schule und Schulversagen, das Nichtbeachten sozialer und kultureller Unterschiede, den Rassismus, den Fremdenhaß, die besonderen Schwierigkeiten mancher Gruppen, die von der Jugendarbeitslosigkeit herrührenden, schwerwiegenden Probleme der Jugendlichen.

3. Die Begleitung, die auf eine Förderung der Wiedereingliederung von Straffälligen und auf die Hilfe zugunsten der Opfer abzielt.

4. Die berufliche, soziale und kulturelle Eingliederung der Jugendlichen.

**Art. 7. § 1.** Die Wallonische Regierung stimmt den Projekten zu und legt die Höhe des jedem Projekt zuerkannten Zuschusses fest.

§ 2. Der regionale Zuschuß jedes Projektes wird nach Untersuchung auf der Grundlage folgender Kriterien bewilligt :

- seiner innovativen Eigenart und seiner Übertragbarkeit;
- der Partnerschaft und der Koordinierung mit den öffentlichen und privaten Sozialdiensten, den Vereinen, den Berufsverbänden, den Organisationen ständiger Erziehung;
- der Pluridimensionalität der vorgeschlagenen Aktionen;
- der Teilnahme und Zusammenarbeit einer Höchstzahl von Personen, die durch das Projekt angesprochen sind;
- der Qualität der Führung.

Die Gemeinden, die eine ständige Kommission für die Vorbeugung zwecks einer auf dem Partenariat basierten lokalen Beratung errichten, sowie die koordinierten Projekte, in denen die Beihilfe verschiedener bezuschußender Behörden vorgesehen ist, sind vorrangig.

Für die Gemeinden, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Juli 1992 einen Zuschuß erhalten haben, werden die in Artikel 8 desselben Erlasses vorgesehenen auswertenden Abschlußberichte berücksichtigt.

**Art. 8.** Die Gemeinde soll sich an den Kosten des durch die Wallonische Regierung gebilligten Projektes um mindestens 25 % beteiligen.

**Art. 9.** 50 % der Zuschußhöhe werden der Gemeinde bei der Zustimmung des Projektes durch die Wallonische Regierung ausgezahlt.

30 % werden auf Vorlage der Unterlagen zur Rechtfertigung der Ausgaben und eines Berichtes des in Artikel 5 erwähnten Begleitungsausschusses ausgezahlt.

Der Zuschußaldobetrag wird nach Zustimmung des auswertenden Abschlußberichtes ausgezahlt.

**Art. 10. § 1.** Es werden nur die unmittelbar mit den in diesem Projekt vorgeschlagenen Aktionen verbundenen Kosten berücksichtigt.

Somit kommen nur in Betracht :

- die Ausgaben zur Bezahlung des Personals und zur Deckung der Betriebskosten für die Animation, die Supervision, die Bildung und die Begleitung ausschließlich der durch die Gemeinde und die Partnervereinigungen im Rahmen ihrer gewöhnlichen Tätigkeiten bereits vorgenommenen Ausgaben;
- die Miete für Räume, Flächen, technisches oder pädagogisches Material ausschließlich dessen, was der Gemeinde bzw. der Partnervereinigungen bereits als Eigentum, als Mietgut oder aufgrund welchen anderen Rechtsverhältnisses denn auch zur Verfügung steht;
- die Ausgaben für den Transport des durch das Projekt angesprochenen Personenkreises, der Animatoren oder jeder Zwischenperson, welche unmittelbar an der bezuschußten Aktion beteiligt ist;
- die mit der Anschaffung des zur Durchführung der Aktion erforderlichen Materials verbundenen Ausgaben.

§ 2. Jede Ausgabe soll durch Rechnung oder amtlich erstellte Unterlage belegt werden.

**Art. 11. § 1.** Die Wallonische Regierung darf jederzeit jede Unterlage oder jede Auskunft anfordern, die sie in die Lage versetzt, eine ständige Auswertung der Aktionen, die Gegenstand einer Bezuschussung sind, vorzunehmen. Sie darf jeden spezifischen Schritt sowie jede allgemeine oder besondere Untersuchung veranlassen.

§ 2. Die Wallonische Regierung behält sich das Recht vor, den Zuschuß zu jedem Projekt zu unterbrechen, zurückzunehmen und zurückzufordern, das die Ziele nicht mehr verfolgt, die ursprünglich zu dessen Zustimmung geführt haben.

Art. 12. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Juli 1993 in Kraft.

Art. 13. Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS,

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschuften Arbeiten,  
G. MATHOT

VERTALING

N. 93 — 1923

[C — 27347]

**1 JULI 1993. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de bijzondere toelage toegekend aan gemeenten voor het voeren van specifieke lokale acties  
ter bestrijding van de sociale uitsluiting en ter bevordering van de veiligheid**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 16 december 1992 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1992, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1992 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve, en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 1993;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de problemen waarmee de uitgesloten te kampen hebben zo ernstig zijn dat het noodzakelijk is zonder verwijl de financieringsmodaliteiten te bepalen en de criteria vast te stellen waaraan de door de gemeenten voorgestelde projecten van acties moeten beantwoorden in het kader van de bestrijding van de uitsluiting alsmede ter bevordering van de veiligheid;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plantselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

Bestluit :

**Artikel 1.** Binnen de perken van de daartoe op afdeling 14, programma 02, titel I, artikel 43.09, van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten kan er aan de gemeenten van het Waalse Gewest een bijzondere toelage toegekend worden voor het voeren van acties ter bevordering van het samenleven en de integratie van de verschillende lokale gemeenschappen, de sociale en professionele integratie van jongeren en de voorkoming van misdadigheid en kleine criminaliteit.

**Art. 2.** Elke gemeente kan uiterlijk op 15 september 1993 een hoogstens twaalf maanden durende ontwerp voorleggen dat aan gegronde behoeften beantwoordt.

De gemeenten die reeds recht gehad hebben op een toelage bij toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 juli 1992 kunnen een project voorleggen voor de voortzetting van de bestaande actie.

40 % van de in artikel 1 bedoelde toelage worden aan nieuwe projecten voorbehouden.

**Art. 3.** De acties worden door de gemeente gevoerd in samenwerking met de openbare en privé-instellingen die op lokaal vlak de problemen van de bij het ontwerp betrokken personen proberen op te lossen.

**Art. 4.** De gemeenteraad keurt een project goed vooraleer het aan de Waalse Regering wordt voorgesteld.

Het project bevat een beschrijving van de huidige toestand, van de doelstellingen en van de toegepaste methode evenals een gedetailleerde begroting.

Daarbij wordt ook een lijst gevoegd van de verschillende in artikel 3 bedoelde samenwerkende instellingen, alsook een beschrijving van de geplande samenwerkingsmodaliteiten.

Het volgen van het project wordt door de gemeenteraad toevertrouwd aan het college van burgemeester en schepenen dat de uitoefening van deze taak aan één van zijn leden kan delegeren.

**Art. 5.** Er wordt bij elk project een lokaal begeleidingscomité ingesteld waarvan een vertegenwoordiger van de Waalse Regering deel moet uitmaken.

Het comité wordt ermee belast een doorlopende evaluatie van het ontwerp evenals een eindexamen te stellen.

Er wordt een voorzitter aangewezen onder de leden van het comité.

**Art. 6.** Om in aanmerking te komen, moeten de ontwerpen betrekking hebben op acties met het oog op :

1. Het samenleven met en de harmonische integratie van de verschillende lokale gemeenschappen.

Samenleven is een interculturele ervaring die uitwisseling en interactie inhoudt om verzuilings- en onbegripslogica's te voorkomen.

Integratie betekent de opnemings van bevolkingen van vreemde herkomst in het lokale economische, sociale en culturele leven. Daartoe zijn positieve en respectvolle contacten en betrekkingen nodig tussen de verschillende lokale gemeenschappen.

2. Het voorkomen van misdadigheid, druggebruik en kleine criminaliteit, inzonderheid door middel van acties met het oog op het verhelpen van sociale problematieken zoals :

de splitsing van gezinnen, het verliezen van de collectieve identiteit en de ontwikkeling van minderwaardigheidsgevoelens, de beschadiging van het onroerend erfgoed, opzettelijk verzuim en het zittenblijven, het gebrek aan eerbied voor sociale en culturele verschillen, racisme, vreemdelingenhaat, moeilijkheden eigen aan bepaalde groepen, ernstige problemen van werkloosheid bij jongeren.

3. De begeleiding om de integratie van delinkwenten en de hulp aan hun slachtoffers te bevorderen;

4. De professionele, sociale en culturele integratie van jongeren.

**Art. 7. § 1.** De Waalse Regering keurt de projecten goed en stelt het bedrag vast van de aan elk project toegekende toelage.

**§ 2.** De gewestelijke toelage voor elk project wordt na onderzoek toegekend op grond van volgende criteria :

- het innoverend en verplaatsbare karakter;
- partnerschap en coördinatie met openbare en privé sociale diensten, de socio-culturele verenigingswerken, de beroepsverenigingen, de instellingen voor permanente vorming;
- de multidimensionaliteit van de voorgestelde acties;
- de deelneming en de medewerking van zoveel mogelijk personen die bij het project betrokken zijn;
- de kwaliteit van de begeleiding.

De voorrang wordt verleend aan de gemeenten die een bestendige preventiecommissie instellen om een lokale samenwerking aan de hand van partnerschap te verzekeren, alsook aan de gecoördineerde projecten waarin verschillende subsidiërende overheden tussenkomen.

Wat de gemeenten betreft die reeds recht gehad hebben op een toelage bij toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 juli 1992, wordt er rekening gehouden met de in artikel 8 van datzelfde besluit voorziene evaluatieverslagen.

**Art. 8.** Een bijdrage van minstens 25 % van de kosten van het door de Waalse Regering goedgekeurd project wordt aan de gemeente gevraagd.

**Art. 9.** 50 % van het bedrag van de toelage wordt aan de gemeente gestort bij de goedkeuring van het project door de Waalse Regering.

30 % van dit bedrag wordt gestort op voorlegging van de bewijsstukken van de uitgaven en van een verslag van het in artikel 5 bedoelde begeleidingscomité.

Het saldo van de toelage wordt vereffend na goedkeuring van het eindevaluatieverslag.

**Art. 10. § 1.** Komen slechts in aanmerking de onkosten die rechtstreeks aan de in het project voorgestelde acties gebonden zijn.

Komen dus slechts in aanmerking de uitgaven met betrekking tot :

- het loon van het personeel en de werkingskosten voor groepsleiding, supervisie, vorming en begeleiding, met uitzondering van de uitgaven die al ten laste vallen van de gemeente en de partnerverenigingen in het kader van hun gewone activiteiten;
- de huur van kamers, ruimten, technisch of pedagogisch materieel, met uitsluiting van wat aan de gemeente en de partnerverenigingen als eigendom, huur of onder enig ander titel ter beschikking wordt gesteld;
- het vervoer van de bij het project betrokken personen, groepsleiders en iedere andere persoon die bij de gesubsidieerde actie rechtstreeks betrokken is;
- de aankoop van de voor de actie noodzakelijke uitrusting.

**§ 2.** Elke uitgave moet gerechtvaardigd zijn door een factuur of een officieel opgesteld document.

**Art. 11. § 1.** De Waalse Regering kan op om het even welk ogenblik alle stukken of informatie vragen om de bestendige evaluatie te kunnen maken van de acties waarvoor een toelage werd toegekend. Zij kan alle specifieke handelingen en alle algemene of bijzondere onderzoeken laten uitvoeren.

**§ 2.** De Waalse Regering bewaart het recht de toelage te schorsen, in te trekken of terug te eisen voor elk project dat niet langer aan de door haar goedgekeurde doelstellingen beantwoordt.

**Art. 12.** Dit besluit wordt van kracht op 1 juli 1993.

**Art. 13.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, tot wiens bevoegdheden de Plaatselijke Besturen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAELS

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
G. MATHOT

#### MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 93 — 1924

[C — 27346]

**30 JUN 1993. — Arrêté ministériel**  
**fixant la procédure et le calendrier de transmission des propositions de structures tarifaires**  
**pour le transport en commun en Région wallonne**

Le Ministre des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment son article 6, § 1er, X, 8°;  
Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région wallonne, notamment son article 2, 1<sup>o</sup>, a);  
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1993 fixant la formule et les modalités d'adaptation annuelle des tarifs pour le transport en commun en Région wallonne, notamment son article 2;